

Canadian NATO  
Parliamentary Association



Association parlementaire  
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
à la Réunion de la Commission politique**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN  
(AP OTAN)**

**Riyad (Arabie saoudite)  
Du 31 mars au 4 avril 2008**

# Rapport

L'Association parlementaire canadienne de l'OTAN a l'honneur de présenter son RAPPORT sur la visite de la Sous-commission sur les partenariats de l'OTAN à Riyad (Arabie saoudite), tenue du 31 mars au 4 avril 2008. La délégation canadienne était représentée par le sénateur Raynell Andreychuk, qui est le rapporteur général de la Commission politique.

Une délégation de parlementaires de l'OTAN, dirigée par Karl A. Lamers (Allemagne), président de la Sous-commission sur les partenariats de l'OTAN, s'est rendue en Arabie saoudite du 31 mars au 4 avril pour échanger des vues sur des sujets d'intérêt commun. Dans une atmosphère très ouverte, franche et hospitalière, les 13 parlementaires de neuf pays membres de l'OTAN ont alors discuté une gamme étendue de questions, dont les points de vue de l'Arabie saoudite touchant les affaires étrangères et la sécurité et l'évolution récente des événements dans la région. Parmi les grands sujets abordés figuraient également la lutte contre le terrorisme, le processus de paix au Moyen-Orient, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, ainsi que la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe.

## **APERÇU GÉNÉRAL**

Au cours de cette toute première visite d'une AP-OTAN en Arabie saoudite, les parlementaires ont été reçus par le roi Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud, par Son Altesse Royale le prince Nayef bin Abdul Aziz, ministre de l'Intérieur, et par d'autres membres supérieurs du Cabinet, ainsi que par le chef d'état-major des Forces armées, S.E. M. Ali Al Mohia, et d'autres représentants du gouvernement. La délégation a également rencontré des membres du Majlis Al-Choura (Conseil consultatif saoudien) et des experts de l'Institut des études diplomatiques. Les discussions ont révélé qu'un grand nombre de sujets faisaient l'unanimité, en ce qui concerne la nécessité d'une coopération internationale pour combattre le terrorisme et l'importance de garder la stabilité de la région du Golfe. Les Saoudiens ont reconnu la contribution de l'OTAN à la stabilité « hors zone », mais ils se sont montrés plus sceptiques quant aux chances de l'OTAN et de la communauté internationale de gagner la partie en Afghanistan. Les Saoudiens ont souligné qu'ils restaient disposés à poursuivre le dialogue.

La délégation s'est vu accorder une audience de 90 minutes par le roi Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud. Face à un monde « en proie au désarroi », le Roi a informé la délégation de sa récente initiative visant l'encouragement à instaurer un dialogue interreligieux et interculturel entre musulmans, chrétiens et juifs pour renforcer la compréhension et la paix entre les peuples.

Répondant aux questions de la délégation, le Roi a fait valoir que l'Arabie saoudite remporte des succès face à l'extrémisme et ce à trois niveaux : au niveau opérationnel, de nombreuses arrestations de terroristes ont eu lieu; au niveau financier, les autorités saoudiennes compétentes ont pris des mesures radicales pour assécher les sources de financement des organisations extrémistes, et au niveau idéologique, le royaume lutte activement contre les idéologies radicales. Quant à la sécurité et à la stabilité de la péninsule arabique, le roi Abdullah a déclaré qu'aucun pays ne peut assurer

complètement sa sécurité à lui seul. La stabilité dans le Golfe dépend également de nombreux facteurs extérieurs, et la sécurité dépasse désormais le cadre d'une base régionale seulement, a-t-il ajouté. Le monde est devenu un « village planétaire », a-t-il dit, et il n'est désormais plus possible d'isoler une région d'une autre. A cet égard, il a également fait remarquer que nombre des problèmes du Golfe ont débordé le cadre de la région.

La délégation et les responsables saoudiens ont souligné à plusieurs reprises l'importance de la réconciliation entre les différentes religions, et la délégation a salué l'excellent exemple donné par la récente initiative du roi Abdullah de promouvoir un dialogue entre musulmans, chrétiens et juifs. Au cours de la visite, la délégation a par ailleurs souligné les intérêts et les sujets de préoccupation communs à l'OTAN et à l'Arabie saoudite, dont la sécurité et la stabilité de la région, le règlement du conflit israélo-palestinien, la lutte contre les groupes terroristes, et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Les responsables saoudiens ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils étaient favorables à un dialogue suivi et à une coopération durable avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Les membres du pays hôte et la délégation ont conclu cette première visite d'une délégation de l'AP-OTAN en Arabie saoudite en s'engageant à poursuivre le dialogue pour définir des objectifs et des instruments communs.

### ***LA CONTRIBUTION POSITIVE DE L'ARABIE SAOUDITE À LA STABILITÉ RÉGIONALE***

Les responsables saoudiens ont fait valoir que leur pays souhaite vivre en paix et en harmonie avec tous ses voisins. Les membres du Majlis Al-Choura ont souligné la contribution active de l'Arabie saoudite à la sécurité et à la stabilité dans le Golfe. Un membre du Majlis a déclaré que « l'Arabie saoudite fait figure de modèle de paix dans une région instable », ajoutant que « la région a besoin d'une coopération avec l'OTAN. » Les experts de l'Institut d'études diplomatiques ont mis en évidence le rôle constructif joué par l'Arabie saoudite en faveur de la paix et de la stabilité dans la région et sa contribution positive à l'économie mondiale. De plus, comme elle abrite les deux mosquées saintes, l'influence qu'exerce l'Arabie saoudite sur les pays musulmans rayonne bien au delà de son voisinage immédiat.

### ***UN ENJEU MAJEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR L'ARABIE SAOUDITE : LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT***

D'après les responsables saoudiens, le problème israélo-palestinien est au cœur de la plupart des conflits régionaux ainsi que la principale cause de l'activité terroriste qui règne dans la région et au delà. Le président de la Commission des affaires étrangères du Majlis Al-Choura, Sadaka Yehia Fadil, et d'autres responsables saoudiens ont vivement critiqué l'attitude d'Israël envers ses voisins palestiniens. Interrogé sur une éventuelle reconnaissance d'Israël, le président de la Commission des affaires étrangères du Majlis Al-Choura a déclaré qu'« il n'y aura aucune reconnaissance (diplomatique formelle) d'Israël tant que ce pays ne reconnaîtra pas les droits des Palestiniens. » Des intervenants du pays hôte ont attiré l'attention sur les efforts déployés par Riyad pour trouver une solution au conflit et souligné l'aide apportée pour

alléger le sort des Palestiniens. Les experts ont ajouté que l'Arabie saoudite a souvent apporté son aide à d'autres pays musulmans.

Les membres du Majlis ont par ailleurs fait valoir que l'OTAN et l'Arabie saoudite ont des intérêts et des sujets de préoccupation communs. Ils ont cité à cet égard, entre autres choses, la sécurité et la stabilité de la région, la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien, la lutte contre les groupes terroristes et la prévention de la prolifération nucléaire. Les membres du Majlis Al-Choura et les autres responsables saoudiens ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils étaient favorables à un dialogue et à une coopération suivis avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Selon les Saoudiens, la situation en Iraq est une autre source d'instabilité. Le roi Abdullah, ainsi que le prince Mugren et d'autres responsables saoudiens, ont fait valoir que l'Arabie saoudite est résolument en faveur d'un Iraq stable. L'insécurité et l'instabilité dans ce pays sont préjudiciables à l'Arabie saoudite et aux autres voisins de l'Iraq. C'est pourquoi Riyad, pour qui la stabilité et la sécurité de l'Iraq présentent un intérêt durable, a d'ores et déjà apporté un soutien financier à son voisin. L'Arabie saoudite, a ajouté le prince Mugren, préfère un Iraq uni et soutiendra ce pays tant que son gouvernement travaillera pour le bien-être du peuple iraquien. Mais Riyad est contre toute ingérence étrangère en Iraq.

### ***LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE (ADM)***

Les Saoudiens se sont déclarés préoccupés par la prolifération des armes de destruction massive (ADM); le programme nucléaire de l'Iran a également été abordé brièvement au cours des discussions. Tous les participants étaient d'avis que l'Iran doit se conformer aux demandes de la communauté internationale. On a par ailleurs convenu de façon générale qu'un Iran doté de l'arme nucléaire déstabiliserait la région tout entière et qu'il faut éviter une telle situation.

### ***LUTTER CONTRE LE TERRORISME***

Des intervenants du pays hôte pensaient, comme la délégation, que le terrorisme est un problème international, et non pas une question islamique ou nationale. Des membres du Majlis Al-Choura et d'autres intervenants saoudiens ont souligné que « les terroristes n'ont aucun lien avec l'Islam. » Plusieurs intervenants saoudiens ont fait valoir que l'ONU devrait jouer un rôle de premier plan pour lutter contre les groupes terroristes dont les actes frappent l'ensemble de la communauté internationale. Quant à la menace qui pèse sur l'Arabie saoudite, des membres de la Commission des affaires étrangères et de la Commission de la défense du Majlis Al-Choura ont déclaré que leur pays combat le terrorisme sur tous les fronts, notamment celui de la sécurité et de l'idéologie. La délégation et des responsables saoudiens ont souligné à plusieurs reprises l'importance de la réconciliation entre les différents groupes religieux, et la délégation a salué l'excellent exemple donné à cet égard par le roi Abdullah.

Le prince Mugren, chef des Services de sécurité, a insisté sur le fait que la coopération internationale est essentielle pour combattre contre les groupes terroristes. À cet égard, il a rappelé à la délégation que l'Arabie saoudite avait récemment organisé une conférence internationale qui a réuni 17 organisations de différents pays pour discuter de la mise en commun des renseignements. L'Arabie saoudite a fortement contribué à

la lutte contre les groupes terroristes comme Al-Qaïda, et elle s'est employée à communiquer les renseignements à d'autres pays, faisant ainsi obstacle à nombre d'attentats terroristes dans le monde, a-t-il ajouté. Si l'on réussissait à trouver une solution au conflit israélo-palestinien, 80 % du terrorisme international serait réglé, selon le prince Mugren.

Évoquant les critiques relayées par la presse internationale selon lesquelles l'Arabie saoudite avait laissé les extrémistes prospérer dans le monde entier, des intervenants du pays hôte, dont le ministre de l'Intérieur, ont vivement protesté. Au contraire, ont-ils souligné, leur pays a également été la cible d'Al-Qaïda et il a réussi à combattre les groupes terroristes qui agissent à l'échelle mondiale. Mais, comme l'ont fait remarquer le ministre de l'Intérieur et d'autres intervenants, aucun pays ne peut, à lui seul, gagner le combat contre le terrorisme, et une coopération internationale étroite est nécessaire.

### **L'AFGHANISTAN**

Des intervenants saoudiens se sont dits sceptiques quant à la situation de la sécurité en Afghanistan. M. Al-Shamlan était d'avis que « les talibans sont aussi puissants aujourd'hui qu'ils l'étaient avant le 9 septembre 2001. » Plusieurs intervenants du pays hôte, dont le chef d'état-major des forces armées, le général Ali Al Mohia, et le prince Mugren, ont déclaré que « l'Afghanistan est un conflit tribal, et l'OTAN perd des hommes et des femmes inutilement. » Le général Al Mohia, selon lequel « il n'y aura pas de paix en Afghanistan », ne voyait aucune solution pour le pays. Cependant, aucun Saoudien n'a suggéré que les alliés de l'OTAN se retirent de l'Afghanistan.

Des membres du Majlis Al-Choura ont signalé que nombre d'Afghans considèrent les soldats de l'OTAN comme des « occupants », en partie parce qu'ils estiment que les valeurs de l'Occident leur sont imposées. Certains ont également mis en doute la légitimité de l'opération en Afghanistan. Les membres de la délégation ont rappelé aux intervenants du pays hôte que la présence de l'OTAN dans ce pays répond à la demande du gouvernement afghan et résulte d'un mandat de l'ONU. Certains ont ajouté que les alliés ne cherchent pas assez à se rapprocher de la population et que l'on n'apporte pas une aide suffisante à la reconstruction. D'autres ont mis en évidence les problèmes non résolus, notamment la production de drogues, qui permet aux talibans de prospérer. Cette production et le trafic connexe posent par ailleurs de gros problèmes pour les pays voisins, dont l'Iran et l'Arabie saoudite, ont précisé les experts de l'Institut diplomatique.

Des membres de la délégation ont expliqué le rôle de l'OTAN en Afghanistan et précisé que sa présence résulte d'une demande du gouvernement afghan et d'un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les membres de la délégation ont également fait observer que tous les alliés de l'OTAN s'accordent à reconnaître que, pour gagner la partie en Afghanistan, il faut adjoindre aux moyens militaires des instruments relevant des domaines politique, économique et autres.

Les membres de la délégation ont fait remarquer à plusieurs reprises que des progrès ont été accomplis en Afghanistan, y compris en matière de reconstruction et de création d'espoir, et souligné que les alliés n'y resteront que le temps nécessaire.

À l'issue de cette première, et très fructueuse, visite d'une délégation de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, tous les participants se sont engagés à poursuivre et à approfondir les échanges de vue à propos d'une gamme étendue de sujets d'intérêt commun.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député

Président

Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

## DÉPENSES DE VOYAGE

<b>ASSOCIATION</b>	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
<b>ACTIVITÉ</b>	Réunion de la Commission politique
<b>DESTINATION</b>	Riyad (Arabie saoudite)
<b>DATES</b>	Du 31 mars au 4 avril 2008
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	Sénatrice Raynell Andreychuk
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	
<b>TRANSPORT</b>	<b>5,619.16\$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>233.91\$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>0.00\$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>181.00\$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>0.00\$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTIONS</b>	<b>0.00\$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6,034.17\$</b>